

autres ministres des gouvernements fédéral et provinciaux emboîtèrent le pas. Compte tenu des relations de plus en plus soutenues entre les deux pays, Ottawa s'est vu dans l'obligation, en juin 1981, d'ouvrir un nouveau consulat à Perth, qui s'ajoutait aux missions à Canberra, Melbourne et Sydney.

Cet engouement soudain a pris les deux pays par surprise. Les politiciens et les hauts fonctionnaires d'un pays comme de l'autre ne semblaient pas saisir toute la portée des contacts bilatéraux et les possibilités de collaboration future. Par conséquent, ni l'Australie, ni le Canada ne semblait en mesure d'évaluer l'importance de questions individuelles en regard de la valeur des rapports pris dans leur ensemble. Lorsque la longue période du boom économique d'après-guerre prit fin pour laisser place à de nombreux défis d'ordre économique à la fin des années 1970, les deux gouvernements ont eu tendance à supprimer des avantages économiques là où ils le pouvaient. Lorsqu'Ottawa a interdit l'importation de la viande en provenance de l'Australie afin de protéger les fermiers canadiens, Canberra a riposté en supprimant les droits d'atterrissage des transporteurs canadiens en Australie. Un certain nombre de hauts fonctionnaires craignaient que le réseau qui unifiait les deux pays ne soit anéanti, élément par élément, sans que personne ne s'en aperçoive :

À ce rythme là, d'ici dix ans il ne restera de cette relation que l'expression de sentiments ampoulés et quelques échanges de vues sporadiques aux [réunions des chefs de gouvernement du Commonwealth] et aux Nations Unies. À l'instar du chat d'Alice aux pays des merveilles, seul le sourire subsistera.⁵⁰

Il était clair que la solution consistait à créer un mécanisme grâce auquel les questions propres à chaque pays, qui bien entendu ont leur propre importance, s'inscriraient dans le contexte d'une relation plus large. Les hauts fonctionnaires australiens étaient d'accord avec cette idée. Lorsque, en 1980, leur ministre des Affaires étrangères, Andrew Peacock, a exprimé le vif désir de son pays de mettre de l'avant de nouvelles initiatives bilatérales, le Canada a saisi l'occasion pour réclamer la mise sur pied d'un mécanisme officiel qui contribuerait à fixer un cadre. L'idée n'emballait guère l'Australie, car elle avait souvenance d'une époque antérieure où la vie était plus facile, et elle se demandait si l'institutionnalisation des relations diplomatiques ne comportait pas plus d'inconvénients que d'avantages. Par la suite, l'Australie a admis que les relations entre les deux pays étaient devenues trop importantes pour que leur gestion ne soit faite que par l'entremise de consultations *ad hoc*. En septembre 1982, les deux pays se sont mis d'accord pour créer un comité de hauts fonctionnaires qui se réuniraient chaque année pour étudier les rapports entre les deux nations.

Les hauts fonctionnaires des deux pays ont tenu, en juin 1983, une première réunion à Canberra qui, d'après un rapport canadien, a remporté un succès immédiat :